

# Chapitre 5

## Les conditions générales d'exécution des travaux

## **5.1. Le champ d'application (Articles L113-2 à L113-7 et R116-2 du Code de la Voirie Routière)**

Cette partie du règlement a pour but de définir les dispositions administratives et techniques auxquelles sont soumises les interventions qui mettent en cause l'intégrité du Domaine Public Routier Départemental.

Ces dispositions s'appliquent à l'installation et à l'entretien de tous les types de réseaux divers et d'ouvrages, qu'ils soient aériens ou souterrains, situés dans l'emprise du Domaine Public Routier Départemental.

Elles concernent donc les travaux entrepris par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées appelées " occupants ", celles qui réalisent les travaux sont les " exécutants ".

## **5.2. La coordination des travaux – Calendrier des travaux (Articles L131-7, R131-10 & R115-2 du Code la Voirie Routière).**

En vertu des articles ci-dessus, le Président du Conseil Général peut établir un calendrier de l'ensemble des travaux à réaliser sur la voirie départementale hors agglomération.

## **5.3. Les Dispositions administratives préalables aux travaux**

Toute ouverture de chantier sur le Domaine Public Routier Départemental est soumise à un accord technique du service gestionnaire de la voie et doit faire l'objet d'une demande d'autorisation formulée par le demandeur par écrit et adressée au dit service accompagnée de documents nécessaires.

Toute occupation du Domaine Public Routier Départemental est soumise à redevance, sauf cas d'exonération prévu par la loi.

Le montant des redevances est fixé par délibérations par le Conseil Général (Annexe 1).

## 5.4. Modalités d'établissement d'un titre d'occupation (Articles L131-3 du Code la Voirie Routière).



Il existe 3 modalités d'occupation du domaine public :

- les autorisations de voirie à caractère unilatéral,
- les autorisations contractuelles,
- le cas des occupants de droit.

L'exécution des travaux fera l'objet d'une autorisation d'entreprendre. Cette prescription sera indiquée à l'intérieur de l'autorisation de voirie (permission de voirie).

### 5.4.1 Les autorisations de voirie à caractère unilatéral

#### Les permissions de voirie

Elles sont délivrées par le Président du Conseil Général à l'intérieur comme à l'extérieur des agglomérations lorsque l'occupation porte sur des ouvrages qui s'intègrent au domaine public. A l'intérieur de l'agglomération, les permissions de voirie devront être accompagnées de l'avis du Maire de la Commune.

Elles incluent généralement les prescriptions techniques à respecter par le demandeur.

Si des travaux sont réalisés, le pétitionnaire doit demander en parallèle un arrêté de circulation au gestionnaire de la voie concernée.

#### ***Le dépôt de la demande d'occupation du Domaine Public***

Il appartient au Président du Conseil Général de prévoir les modalités selon lesquelles les autorisations sont délivrées afin de préserver l'affectation du domaine public.

Les demandes de permissions de voirie situées dans les agglomérations ou en dehors de celles-ci sont faites auprès de Monsieur le Président du Conseil Général.

Elles devront être remises au minimum deux mois avant le début de l'occupation envisagée aux représentants locaux du Conseil Général.

La permission de voirie est toujours délivrée au nom de l'occupant.

***Les modalités de  
présentation de la  
demande  
d'occupation du  
Domaine Public***

La demande présentée indiquera les noms, qualité et domicile du pétitionnaire, la nature et la localisation de l'occupation des travaux et la durée pour laquelle l'autorisation est demandée.

Selon la nature et l'importance des travaux, la demande est accompagnée d'un dossier technique qui donnera toutes les informations nécessaires à son instruction et comprendra obligatoirement :

- un plan de situation,
- un plan côté des installations,
- un mémoire explicatif décrivant les travaux éventuels, la nature de l'occupation, les conditions d'exploitation de l'ouvrage et indiquant le mode d'exécution prévu, la date, le délai d'exécution et la durée d'occupation souhaités, ainsi que les mesures envisagées sur le plan de l'exploitation de la route et de la sécurité de la circulation,
- un projet technique précisant la qualité des matériaux, les caractéristiques des différents éléments et les conditions de leur implantation devront être fournies si des travaux sont nécessaires.

***Instruction de la  
demande***

La décision est prise sous forme d'arrêté dont une expédition est notifiée au pétitionnaire. Elle est donné après avoir recueilli l'avis du Maire selon les modalités en cours.

***Validité de la  
permission de voirie***

La permission de voirie est périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage dans un délai de un an à compter de la date de l'arrêté du Président du Conseil Général.

La permission de voirie peut limiter la durée d'exécution des travaux ou en exclure certaines périodes. Les travaux qui ne seraient pas mentionnés sur la permission de voirie ne sont pas autorisés.

Les permissions de voirie ne sont pas transmissibles à un tiers. Le successeur du titulaire de l'autorisation doit faire une demande qui sera étudiée par les services gestionnaires de la voie.

***Durée des  
permissions de  
voirie***

Les autorisations d'occupation sont délivrées à titre précaire et révocable sans indemnités et sous réserve des droits des tiers selon les conditions suivantes notamment :

- permissions de voirie pour station service : 5 ans maximum renouvelable, à la demande de l'occupant, par une nouvelle autorisation,
- permissions de voirie pour une collectivité ou un tiers (hors activité saisonnière) : pas de durée dans le cas général. Renouvelable en cas de changement de destination ou de propriétaire par une nouvelle autorisation,
- permission de voirie pour un tiers souhaitant exercer une activité saisonnière : 6 mois renouvelable, à la demande expresse de l'occupant, par une nouvelle autorisation,

- permissions de voirie pour un opérateur de télécommunication : 15 ans maximum renouvelable, à la demande l'occupant, par une nouvelle autorisation,
- permissions de voirie pour EDF/GDF : 18 ans maximum renouvelable, à la demande de l'occupant, par une nouvelle autorisation.

Elle peut être retirée, même sans faute de l'occupant et est révoquée sans indemnité à la première réquisition de l'autorité qui l'a délivrée. Celle-ci peut également, lorsqu'elle le juge utile dans l'intérêt général, exiger la modification des ouvrages sans que le bénéficiaire de la permission de voirie s'en prévale pour réclamer une indemnité.

Lorsque ces permissions de voirie prennent fin, l'occupant doit évacuer les emprises du domaine public et remettre les lieux en l'état, à ses frais, en enlevant totalement les installations qu'il y avait édifiées.

Le renouvellement de la permission de voirie ne peut se faire que de façon expresse (sur demande du pétitionnaire).

### Le permis de stationnement



Le permis de stationnement ou de dépôt temporaire, est donné à titre précaire et révoqué, lorsque l'occupation est superficielle et porte sur des objets ou des ouvrages, ces derniers ayant un caractère immobilier.

- *A l'intérieur des agglomérations* : le permis de stationnement est délivré par le Maire après avis du Président du Conseil Général.
- *A l'extérieur des agglomérations* : le Président du Conseil Général est toujours compétent, en tant qu'autorité de police, pour délivrer par arrêté les permis de stationnement sur les Routes Départementales sous réserve des pouvoirs dévolus au Préfet pour les routes à grande circulation.

Les formes de la demande de permis de stationnement à présenter (les conditions de délivrance, les conditions d'utilisation...) sont semblables à celles relatives aux permissions de voirie.

## 5.4.2 L'autorisation contractuelle : la convention de voirie.

Il s'agit de conventions d'occupation pour les installations ou les ouvrages qui présentent un caractère immobilier et répondent à des préoccupations d'équipement de la route et de service à l'usager ou pour des installations ayant un but d'utilité publique et qui sont desservies essentiellement voire exclusivement par le domaine public dont elles affectent l'emprise.

Elles sont donc établies lors de la création d'une activité nécessitant un aménagement particulier de la route et définissent, au préalable à l'autorisation de voirie, les conditions d'entretien, financières ...

---

## Le dépôt de la demande

La demande doit être présentée dans les mêmes formes que celles requises pour la permission de voirie. Le dossier technique est toutefois remplacé par un projet des installations ou ouvrages envisagés.

Ce projet, qui sera expressément agréé par le Président du Conseil Général, comporte en règle générale :

- mémoire descriptif, explicatif et justificatif avec mention des modes, dates et délais d'exécution souhaités et des mesures d'exploitation retenues,
- une évaluation détaillée des dépenses,
- en tant que de besoin, les plans et notes techniques ou de calculs nécessaires à la compréhension et à l'application de la solution proposée.

---

## Les modalités de passation

La convention d'occupation passée entre le Département et le demandeur ou son mandataire, est signée au nom du Département par le Président du Conseil Général et fixe le détail des droits et obligations des parties.

La convention précise :

- les conditions d'exécution des travaux,
- les modalités d'exploitation des ouvrages et installations,
- les charges d'occupation du domaine public,
- le montant de la redevance,
- les modalités de paiement et de révision,
- les possibilités de cession, de mise en gérance ou de sous-traitance,
- les circonstances qui entraînent la révocation ou la résiliation de la convention, ou celles qui justifient l'octroi d'une indemnité de contractant,
- le sort des installations en fin d'occupation.

Tout avenant intervient dans les mêmes formes.

### 5.4.3 Le cas des occupants de droit(Articles L131-3, R113-2, R113-3, R113-4 du Code de la Voirie Routière).

Les exploitants de réseaux de télécommunications ouverts au public et les services publics de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz peuvent occuper le domaine public routier en y installant des ouvrages sous réserve :

- que cette occupation soit compatible avec l'affectation à la circulation terrestre du domaine public,
- de la législation en vigueur et notamment des articles R113-2 à R113-4 du Code de la Voirie routière,
- de l'application des règles édictées dans le présent règlement de voirie.

---

## **Les exploitants de réseaux de télécommunications**

*(Article L 45 et suivants du Code des Postes et des Communications Electroniques)*

Les travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des réseaux sont effectués conformément aux règlements de voirie.

Lorsque l'occupation porte sur des ouvrages qui s'intègrent au domaine public, une demande de permission de voirie doit être faite auprès de l'autorité gestionnaire de la voie. A l'intérieur des agglomérations de l'avis du Maire de la commune doit être joint.

La permission de voirie :

- doit être délivrée dans un délai de deux mois,
- précise les prescriptions d'implantations et d'exploitation nécessaires à la circulation public et à la conservation de la voirie,
- donne lieu au paiement d'une redevance dans le respect du principe d'égalité entre tous les opérateurs.

Lorsqu'il est constaté que le droit de passage de l'opérateur peut être assuré dans des conditions équivalentes à celles qui résulteraient d'une occupation autorisée, par l'utilisation des installations existantes d'un autre occupant du domaine public et que cette utilisation ne compromettrait pas la mission propre de service public de cet occupant, l'autorité mentionné ci-dessus peut inviter les deux parties à se rapprocher pour convenir des conditions techniques et financières d'une utilisation partagée des installations en cause.

---

## **Les concessionnaires ou permissionnaires des réseaux de distribution d'énergie électrique**

*(Décret du 29 juillet 1927, Décret N°75-781 du 14 août 1975)*

La demande de permission de voirie doit être accompagnée des pièces suivantes :

- Une carte précisant la localisation du projet,
- Un plan général et une nomenclature des voies publiques à emprunter,
- Un mémoire descriptifs indiquant : la durée pour laquelle la permission de voirie est demandée, la destination et l'importance de la distribution, l'emplacement et la nature des ouvrages projetés,
- Des dessins donnant les types des installations à établir.

Une consultation est faite auprès des Maires (validation par le Conseil Municipal) avec un délai de réponse porté à 1 mois.

Si il y a accord, la permission de voirie est délivrée.

Dans le cas contraire, le dossier est transmis au Ministre des Travaux Publics qui, après avis du Ministre de l'Intérieur, renvoie ce dossier au Préfet avec ses instructions.

Si la distribution a pour objet de fournir directement ou indirectement de l'énergie au public, le mémoire descriptif susvisé indique en outre :

- la puissance totale à distribuer,
- les conditions dans lesquelles, s'il y a lieu, le permissionnaire fournira l'énergie sur le parcours de la distribution.

Une consultation est faite auprès des Maires (validation par le Conseil Municipal) avec un délai de réponse porté à 1 mois.

Si il y a accord, la permission de voirie est délivrée.

Dans le cas contraire, le dossier est transmis au Ministre des Travaux Publics qui, après avis du Ministre de l'Intérieur, renvoie ce dossier au Préfet avec ses instructions.

Tout distributeur d'énergie électrique ou tout permissionnaire est tenu, si le gestionnaire de la voie le requiert, de laisser utiliser ses supports par d'autres distributeurs ou permissionnaires ainsi que par l'administration des télécommunications, mais sans qu'il puisse en résulter pour ce dernier une augmentation des charges financières, ni de trouble de son exploitation.

En cas de désaccord sur le principe ou sur les conditions de cette « communauté », il est statué par le Ministre chargé de l'électricité.

Tout branchement nouveau doit faire l'objet d'une nouvelle demande de permission de voirie.

Les permissions de voirie peuvent être révoquées dans l'intérêt de la voirie ou lorsque la sécurité publique l'exige sans préjudice des mesures d'urgence en vue de faire cesser le danger.

---

### **Les entreprises de transports de gaz combustible par canalisation**

#### ***(Décret N°85-1108 du 15 octobre 1985)***

Sous réserve des conditions du cahier des charges, des règlements de voirie, des dispositions réglementaires en vigueur, et notamment à celles relatives à la coordination des travaux affectant le sol et le sous sol des voies publiques et de leurs dépendances, le titulaire de l'autorisation d'établissement et d'aménagement d'exploitation des ouvrages a le droit d'effectuer sur et sous les voies publiques et leurs dépendances, tous travaux nécessaires à l'établissement et l'entretien des ouvrages de transports de gaz.

Une demande auprès du gestionnaire doit être établie et elle :

- indiquera les noms, qualité et domicile du pétitionnaire, la nature et la localisation de l'occupation des travaux et la durée pour laquelle l'autorisation est demandée,
- sera accompagnée d'un dossier technique qui donnera toutes les informations nécessaires à son instruction et comprendra obligatoirement :
  - un plan de situation,
  - un plan côté des installations,
  - un mémoire explicatif décrivant les travaux éventuels, la nature de l'occupation, les conditions d'exploitation de l'ouvrage et indiquant le mode d'exécution prévu, la date, le délai d'exécution et la durée d'occupation souhaités, et les mesures envisagées sur le plan de l'exploitation de la route et de la sécurité de la circulation,
  - un projet technique précisant la qualité des matériaux, les caractéristiques des différents éléments et les conditions de leur implantation devront être fournies si des travaux sont nécessaires.



La permission de voirie peut être retirée, même sans faute de l'occupant et est révoquée sans indemnité à la première réquisition de l'autorité qui l'a délivrée. Celle-ci peut également, lorsqu'elle le juge utile dans l'intérêt général, exiger la modification des ouvrages sans que le bénéficiaire de la permission de voirie s'en prévale pour réclamer une indemnité.

Lorsque ces permissions de voirie prennent fin, l'occupant doit évacuer les emprises du domaine public et remettre les lieux en l'état, à ses frais, en enlevant totalement les installations qu'il y avait édifiées.

#### **5.4.4 Les arrêtés de circulation (Articles L131-3 du Code la Voirie Routière)**

En dehors des agglomérations, au vu de la demande d'autorisation d'entreprendre les travaux ou de la permission de voirie, le Président du Conseil Général prend un arrêté de circulation qui fixe les modifications des règles de circulation liées au chantier.

La demande d'arrêté de circulation doit être faite auprès des représentants locaux du Conseil Général.

En retour, une ampliation de cet arrêté est adressée au permissionnaire. L'arrêté devra alors être affiché de part et d'autre du chantier.

### **5.5. Les dispositions techniques préalables**



Dans l'intérêt du bon usage et de la conservation du domaine public routier départemental, les occupants sont tenus de se conformer aux prescriptions techniques du présent règlement. Ils sont responsables de tous les accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution de leurs travaux ou de l'existence du fonctionnement de leurs ouvrages.

Ils sont tenus de mettre en œuvre, sans délai, les mesures qu'il leur serait enjoint de prendre dans l'intérêt du domaine public et de la circulation.

#### **Le constat préalable de l'état des lieux**

Préalablement à tous travaux, l'occupant peut demander l'établissement d'un constat contradictoire des lieux. En l'absence de ce dernier, les lieux sont réputés en bon état d'entretien et aucune contestation ne sera admise par la suite.

En complément des renseignements fournis par l'occupant, l'exécutant est alors tenu de se mettre en rapport avec les divers organismes utilisateurs du sous-sol pour déterminer de façon précise la position et le niveau des ouvrages existants et devra s'affranchir de toutes les démarches administratives légales avant de débiter le chantier.

Le Département peut également demander l'établissement d'un état contradictoire. Au préalable, le demandeur devra avoir marqué l'implantation.

Avant l'ouverture de fouilles, l'exécutant pourra être amené à faire, à ses frais, des reconnaissances du sous-sol pour vérifier la position exacte des réseaux souterrains signalés par les organismes contactés.

Il est tenu d'informer les organismes contactés au moins 10 jours avant l'ouverture du chantier de manière à obtenir les prescriptions et directives nécessaires à la protection des réseaux souterrains imposées par les gestionnaires.

Après avoir obtenu les différentes autorisations visées ci-dessus, toute personne envisageant la réalisation, sur le territoire d'une commune, de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution, doit, soit au titre de la conception, soit au stade de la réalisation effectuer certaines demandes auprès des exploitants des ouvrages concernés.

---

### **Implantation des travaux et protection des revêtements de chaussée existants.**

La pose de canalisations ou de conduites sous les chaussées devra être exceptionnelle et strictement limitée au seul cas où il est impossible de les placer ailleurs. Dans tous les cas, il ne peut pas être autorisé la réalisation de tranchées sous chaussée ayant reçu un revêtement depuis moins de :

- 5 ans pour les enrobés
- 3 ans pour les enduits ou les enrobés coulés à froid.

Le procédé de fonçage est une des solutions techniques qui évite la réalisation de tranchée qui pourra être accepté par le gestionnaire.

Sur justification expresse des dérogations éventuelles peuvent être demandées auprès du gestionnaire. Elles seront données selon les conditions prescrites par ses soins et qui pourront comprendre la prise en charge d'une surface de revêtement supérieure à celle de la fouille afin de conserver l'uni de la chaussée.

L'occupant procédera au marquage de l'implantation de la tranchée sur la chaussée et ses annexes avant la visite technique préalable.

---

### **Visite technique préalable**

Pour le cas principalement d'ouverture de tranchées longitudinales sous chaussée, le gestionnaire de la voie peut demander une visite technique au préalable afin de reconnaître le terrain avec l'occupant et son exécutant pour définir les mesures pratiques à prendre avant et pendant le chantier.

A l'issue de cette visite, le gestionnaire de la voie validera le projet et rédigera un procès verbal d'implantation contradictoire, en trois exemplaires, sur lequel seront consignées toutes les dispositions qui auront été retenues lors de la visite dont une copie sera adressée à l'occupant.

Ce procès verbal sera adressé au gestionnaire avant l'exécution des travaux ainsi que toutes les annexes nécessaires.

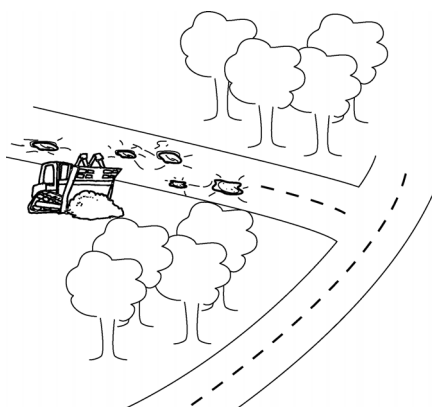
---

**Esthétique,  
rangement,  
propreté, hygiène**

Il est interdit de préparer des matériaux salissants sur la voie sans avoir pris des dispositions de protection des revêtements existants.

L'exécutant prendra toutes dispositions pour maintenir le chantier en parfait ordre de rangement et de propreté, sous la responsabilité de l'occupant.

Toutes dispositions utiles seront prise immédiatement pour éviter la chute de matériaux, décombres, terre, gravats etc.. ou tout produit susceptible de nuire à la voirie ou de provoquer des accidents et prendre des dispositions pour éviter tout désordre.



Toutes les surfaces tachées soit par des hydrocarbures, soit par du ciment ou autres produits devront être nettoyées et éventuellement refaites aux frais de l'occupant.

Le chantier devra être parfaitement signalé et protégé de jour comme de nuit.

La conduite des travaux devra maintenir l'écoulement des eaux de la route et de ses dépendances traversant le site des travaux.

---

**Protection des  
plantations**

Les abords immédiats des plantations seront toujours maintenus en état de propreté et seront soustraits à la pénétration de tout liquide nocif pour la végétation.

S'il est constaté un dépérissement de l'arbre dans les 2 ans qui suivent les travaux, il sera demandé au pétitionnaire le remplacement de celui-ci.

Il est interdit :

- d'utiliser les arbres comme support publicitaires,
- de planter un clou ou tout autre objet métallique dans le tronc,
- de les utiliser pour amarrer ou haubaner des objets quelconques.

Les arbres, les branches qui avancent sur le sol du domaine public routier départemental doivent être coupés à l'aplomb des limites de ce domaine à la diligence des propriétaires ou fermiers.

Il est interdit de procéder à la coupe des racines d'un diamètre supérieur à 5cm. D'une façon générale, les terrassements seront réalisés manuellement dans l'emprise des systèmes radiculaires.

---

## **Emprise**

L'emprise des travaux exécutés sur les chaussées et les trottoirs devra être aussi réduite que possible en particulier dans le profil en travers de la voie.

Elle ne pourra, en tout état de cause, dépasser les limites fixées par permission de voirie. En aucun cas, du matériel ou des matériaux ne pourront être stockés, même de manière temporaire en dehors des limites de cette emprise.

L'emprise correspondant à la partie des travaux terminés devra être immédiatement libérée et rendue en bon état de viabilité.

---

## **Véhicule de chantier**

L'utilisation d'engins à chenilles est strictement interdit. Les stabilisateurs des engins doivent être équipés spécialement pour n'apporter aucun dégât à la chaussée.

N'est toléré sur le chantier que le matériel strictement indispensable à son fonctionnement.

Est en particulier interdit le stationnement des véhicules de transport, qui ne pourront avoir un gabarit supérieur à celui autorisé par la réglementation en vigueur.

L'organisation du chantier devra être telle que les manœuvres des matériels ne présentent aucun danger pour les usagers de la voie et les riverains.

---

## **Circulation et desserte riveraine**

L'intervenant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux cause le moins de gêne possible aux usagers et autres occupants du domaine public routier départemental.

Il doit donc s'attacher à assurer la liberté de circulation et la protection des piétons en cas d'impossibilité des mesures devront être prises.

L'exécutant devra alors installer aux endroits désignés par le service gestionnaire de la voie des ponts de service et des passerelles pour maintenir la circulation des véhicules et des piétons sur la voie intéressée et assurer en permanence les accès des immeubles riverains.

Les passerelles pour piétons auront 1 m de large minimum et seront munies de mains courantes. Leur longueur sera égale à la largeur de la fouille augmentée de 0,50 m de chaque côté.

Pour les travaux situés en agglomération, les prescriptions sont de la compétence du Maire dans le cadre de ses pouvoirs de police.

Il doit également veiller à ce que la desserte des propriétés riveraines, l'accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité, l'écoulement des eaux de la chaussée et des ses ouvrages annexes et, d'une façon générale, le fonctionnement des réseaux des services publics soient préservés. A cet effet, il réalisera à sa charge tous ouvrages ou installations provisoires nécessaires.

---

## Signalisation des chantiers

L'occupant ou son exécutant devra prendre, de jour comme de nuit, sous son entière responsabilité et à ses frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public routier départemental et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation, alternats ...).

Il devra adapter la signalisation temporaire préconisée par l'arrêté de circulation. L'établissement des panneaux de modification éventuels d'itinéraires sont également à la charge de l'exécutant.

En aucun cas, la signalisation provisoire ne devra masquer les panneaux de signalisation existants qui n'auraient pas été modifiés par l'arrêté de circulation.

Par tous les moyens réglementaires (fixation au sol, lestage etc...), l'exécutant fera son affaire de la maintenance, malgré les intempéries, de la signalisation avancée ou de position nécessaire au chantier.

Pour les travaux situés en agglomération, les prescriptions sont de la compétence du Maire dans le cadre de ses pouvoirs de police.

Les schémas de signalisation font partie de la demande d'autorisation d'entreprendre et doivent être joints à l'arrêté de circulation correspondant.

La signalisation lumineuse par feux tricolores sera réglée par une personne compétente, sur un cycle moyen correspondant aux sujétions imposées par le trafic local de la voie intéressée. Dès sa mise en place, il devra être procédé à des essais.

La responsabilité de l'occupant ou de son exécutant pourra être mise en cause en cas d'accident pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

L'entreprise devra fournir le numéro de téléphone d'urgence permettant de contacter 24h/24h le responsable de la signalisation en cas de problème

L'entreprise devra s'abstenir de rejeter des eaux, des boues, des hydrocarbures, des graviers et toute autre matière pouvant altérer l'adhérence ou le comportement des véhicules sur la partie de la chaussée laissée pour le passage de la circulation publique.

Dans l'hypothèse d'un déversement accidentel, l'entreprise devra immédiatement prendre les dispositions nécessaires (mettre une signalisation en place, avertir la Subdivision concernée).

Le gestionnaire pourra :

- demander une visite préalable de conformité de la signalisation de chantier avant le début des travaux,
- exiger, au titre de ses pouvoirs de police de la circulation, des dispositions complémentaires justifiées par la sécurité routière, la localisation des travaux ou l'importance du trafic.

---

### **Identification des intervenants**

Il est souhaitable que tout chantier comporte à chaque extrémité, d'une manière apparente, des panneaux identifiant l'occupant et indiquant son adresse, la nature des travaux et l'affichage de la permission de voirie et de l'arrêt de circulation.

---

### **Interruption temporaire des travaux**

Lorsque le chantier est mené hors circulation (trafic dévié temporairement) ou nécessite un alternat, toute disposition doit être prise pour libérer sinon la totalité, du moins la plus grande largeur possible, de la chaussée pendant les arrêts de chantier (nuits, samedis, dimanches et jours fériés).

## 5.6. Les conditions techniques d'exécution des ouvrages dans le sous-sol du Domaine Public

### 5.6.1 Conditions techniques d'exécution des tranchées

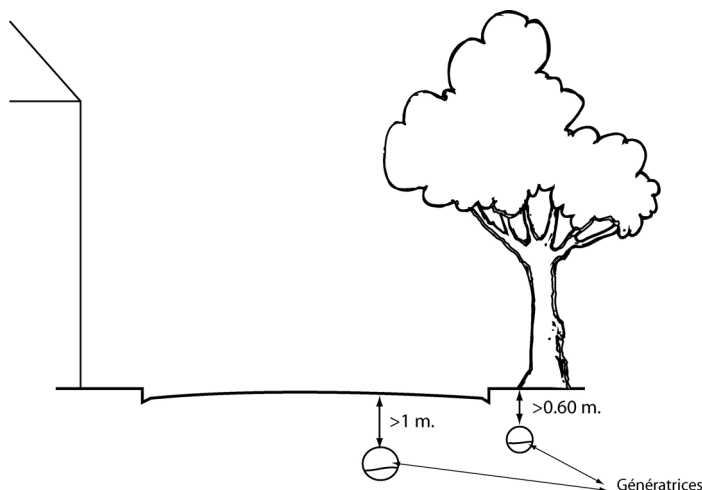
#### Dispositions communes

Tout ouvrage de visite (plaques, regards ...) ou de commande de contrôle est interdit sous chaussée.

#### Couverture minimale

Les canalisations ou conduites seront posées, sauf dérogation, de façon à ce que la distance entre la génératrice supérieure et la surface du sol ne soit pas inférieure à :

- 1 m sous chaussée et/ou accotement des routes toutes catégories.
- 0,60 m sous trottoir en agglomération quelle que soit la catégorie, sous réserve de prescriptions plus contraignantes stipulées par le règlement de voirie communal.



En cas de dérogation aux profondeurs minimales stipulées ci-dessus, une protection spéciale devra être réalisée et le remblaiement sera exécuté par une technique particulière appropriée aux contraintes dues aux conditions d'implantation.

Pour les branchements, le croisement du fossé de drainage de la plateforme, l'implantation à une hauteur inférieure à 0,60 m du fil d'eau théorique.

#### Implantation par rapport aux arbres

Sauf stipulation particulière, les tranchées ne seront jamais à moins de 1,50m du nu extérieur d'un arbre.

#### Conditions d'exécution des travaux

Les conditions d'exécution des travaux sont définies dans le guide de remblaiement des tranchées.

### **Réfection de la chaussée**

#### **Réfection provisoire :**

- Une réfection provisoire est exécutée par l'occupant dès que le remblayage de la tranchée est achevé.
- Les conditions de cette réfection sont précisées dans la permission de voiries. Ce revêtement provisoire devra être parfaitement entretenu par l'occupant jusqu'à la réfection définitive.

#### **Réfection définitive :**

- Les travaux de remise en état de la chaussée, de ses abords ou des ouvrages sont exécutés par l'occupant aux frais de l'occupant, à l'époque qui est jugée la plus favorable compte tenu de la programmation des travaux.
- Cette remise en état ne dégage pas l'occupant de la responsabilité qui lui incombe pendant le délai de garantie au titre des travaux qu'il a effectué.
- La signalisation horizontale supprimée ou endommagée par les travaux devra être reconstituée qualitativement à l'identique par une entreprise spécialisée agréée par le gestionnaire de la voie.

---

### **Tranchées transversales**

Sauf impossibilité technique liée à la nature du sous-sol ou à l'encombrement du matériel nécessaire à l'exécution, les conduites transversales seront placées par fonçage ou tout autre moyen ne nécessitant pas l'ouverture de tranchée pour les routes classées structurantes A et B.

Lorsqu'elles sont autorisées, les tranchées transversales seront implantées avec un angle de 75° par rapport à l'axe de la voie.

Une sur largeur de 5 mètres minimum de part et d'autre de la tranchée sera exigée pour la réalisation de la couche de roulement en béton bitumineux, dont la mise en œuvre sera effectuée mécaniquement afin de garantir l'uni longitudinal de la chaussée.

---

### **Tranchées longitudinales**

#### **Conditions générales d'implantation**

Il est interdit d'ouvrir une tranchée sous chaussée en:

- enrobés durant les 5 années qui suivent la réalisation de la couche de roulement,
- enrobés coulés à froid ou en enduits durant les 3 années qui suivent la réalisation de la couche de roulement.

En cas de nécessité dûment reconnue, il pourra être dérogé à cette interdiction sous réserve que la couche de roulement soit reprise sur une surface de revêtement supérieure à celle de la fouille afin de conserver l'uni de la chaussée

L'implantation des canalisations longitudinalement sous fossé se verra imposer des prescriptions particulières (mise en place de caniveau béton ....) ou sera interdite selon la configuration des lieux, quelle que soit la catégorie de la route.



**Prescription  
d'implantation**

Les canalisations devront être situées sous accotements ou sous fossés, à une distance minimale du bord de chaussée égale à la profondeur de la tranchée.

Au cas où la tranchée soit sous chaussée, la pose de canalisations ou de conduites devra être exceptionnelle et strictement limitée au seul cas où il est impossible de les placer ailleurs. Dans tous les cas, il ne peut pas être autorisé la réalisation de tranchées sous chaussée ayant reçu un revêtement depuis moins de :

- 5 ans pour les enrobés
- 3 ans pour les enduits ou les enrobés coulés à froid.

Le procédé de fonçage est une des solutions techniques qui évite la réalisation de tranchée qui pourra être accepté par le gestionnaire.

Sur justification expresse des dérogations éventuelles peuvent être demandées auprès du gestionnaire. Elles seront données selon les conditions prescrites par ses soins et qui pourront comprendre la prise en charge d'une surface de revêtement supérieure à celle de la fouille afin de conserver l'uni de la chaussée. La tranchée sera située prioritairement dans l'axe de la voie de circulation concernée, avec une distance minimale de 1,00 mètre du bord de chaussée.

Sauf impossibilité technique, les tranchées longitudinales seront parallèles à l'axe de la chaussée. Toutefois, des implantations particulières en fonction de la configuration des lieux pourront être envisagées.

## **5.6.2 Réception des travaux, contrôle et surveillance technique**

---

### **Réception des travaux**

L'occupant informera le gestionnaire de la voie de la réalisation des travaux par courrier. La réception de cette déclaration d'achèvement des travaux établit par la pétitionnaire donne le point de départ du délais de garantie.

L'occupant devra procéder au contrôle de compactage du remblai ainsi que du corps de chaussée selon les règles du guide technique du remblayage des tranchées.

---

### **Contrôle du service**

Le service gestionnaire de la voie pourra effectuer des contrôles des revêtements définitifs des tranchées par des carottages permettant de vérifier les épaisseurs des revêtements, les compactages, les granulométries et le dosage en bitume des produits hydrocarbonés.

Dans la mesure où les résultats des essais ne seraient pas conformes aux prescriptions données par le service, les insuffisances de qualités et/ou de quantité pourront être facturées aux occupants suivant les prix constatés dans les marchés publics passés par le Département pour l'entretien des routes départementales au moment de l'exécution des travaux.

En cas de non-conformité, la reprise complète de certains ouvrages sera demandée.

---

## Plans de récolement

Dans un délai de trois mois à compter de la date d'achèvement des travaux, l'occupant doit remettre au gestionnaire de la voie, en deux exemplaires, les plans de récolement certifiés exacts par ses soins ainsi que la transcription numérique de ces plans dans le cas où un archivage informatique serait opérationnel.

Un plan de récolement spécial doit être fourni pour toutes les modifications apportées aux installations des autres occupants du domaine public routier.

Les plans de récolement comprennent :

- un plan régulier à l'échelle 1/500 ou 1/200 ;
- les dessins complets et détaillés (plans et coupes) des ouvrages exécutés.

---

## Délais de garantie

Pendant un délai de 1 an, décompté à partir de la réception du courrier adressé par l'occupant lors de la fin de réalisation des travaux, l'occupant est tenu de :

- procéder à l'entretien de la couche de roulement,
- la non conformité des résultats, nécessitera une reprise de la tranchée.

Le constat d'achèvement de toute intervention rendue nécessaire pendant le délai de garantie constituera le point de départ d'un nouveau délai de 1 an.

Passé ce délai, l'occupant est dégagé de toute obligation d'entretien, mais non de la responsabilité qui peut lui être reconnue du fait des travaux exécutés par lui, ainsi que de l'existence et de l'exploitation des ouvrages lui appartenant.

---

## Evaluation des dépenses

Les dépenses qui peuvent être réclamées au pétitionnaire lorsque tout ou partie des travaux de réfection provisoire ou définitive ou de remise en état de la voie sont exécutés par le Département comprennent les montants résultant de l'application aux quantités réellement exécutées, suivant le constat contradictoire établi préalablement, des prix unitaires des marchés majorés d'un coefficient pour frais généraux et frais de contrôle et de la taxe à la valeur ajoutée en vigueur lors de l'établissement du titre de recette.

Le coefficient majorateur est fixé comme suit :

- 20% du montant des travaux pour la tranche inférieure ou égale à 2 000,00 €,
- 15% du montant des travaux compris entre 2 001,00 € et 7 000,00 €,
- 10% du montant des travaux pour la tranche supérieure à 7 000 ,00 €.

### **5.6.3 Les redevances (Article L 3213-3 du Code des Collectivités Locales et articles L113-4, L113-5, L131-7, R113-5, R113-6 , et R113-8 du Code la Voirie Routière).**

Toute occupation du Domaine Public Routier Départemental est soumise à redevance, sauf cas d'exonération prévu par la loi.

Conformément à l'article 6 de la loi 83-663 du 22 juillet 1983, l'assemblée départementale fixe les tarifs des redevances pour occupation du domaine public départemental. (Annexe 1).

### **5.6.4 Le règlement des travaux exécutés d'office**

Lorsque les travaux de réfection ne sont pas exécutés dans les délais prescrits ou lorsqu'ils ne sont pas conformes aux prescriptions édictées par le service gestionnaire de la voie, après mise en demeure non suivie d'effet, le Président du Conseil Général peut y faire procéder d'office aux frais de l'occupant.

En cas d'urgence, le Président du Conseil Général peut faire exécuter d'office sans mise en demeure préalable, et aux frais du pétitionnaire les travaux qu'il juge nécessaires au maintien de la sécurité routière sur les routes départementales.

### **5.6.5 Dispositions particulières**

Dans le cadre d'opération nouvelles, et pour une optimisation des réseaux, les opérateurs pourront être incités à partager les infrastructures.